

Nègre de l'usine,  
Forçat de la mine,  
Ilote du champ,

# L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!  
Ouvrier prends la machine,  
Prends la terre paysan.

Ch. Keller

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. Louis Pindy, fondeur en métaux. Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

## Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „L'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . . . 2 francs,  
Six mois . . . . . 4 „  
Un an . . . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

## Association Internationale des travailleurs.

### Fédération française.

(5<sup>me</sup> Circulaire aux sections.)

Compagnons,

Nous avons reçu pour le porter à votre connaissance le Manifeste suivant. Il émane du „Centre fédéral des sociétés ouvrières de Cadix“.

## MANIFESTE

AUX

### TRAVAILLEURS DE LA RÉGION FRANÇAISE.

Compagnons,

Sept ans déjà se sont écoulés depuis le jour où, pour la première fois, le drapeau rouge du prolétariat, arboré par vous dans la capitale du monde révolutionnaire, flottait victorieux sur l'Hôtel de Ville de Paris.

Avec vous, nous venons nous souvenir de cet heureux événement, avec vous, nous venons célébrer ces jours mémorables, où posant les bases d'une société nouvelle, vous faisiez tréssaillir de joie tous les opprimés, et frémir de peur la tourbe ville des exploités qui, consciente de ses crimes, voyait approcher avec épouvante l'heure de la justice et de l'expiation.

Au-delà des Pyrénées, comme au-delà des Alpes, au-delà du Rhin, comme au delà de la Manche, résonnait l'écho des principes rénovateurs que vous proclamiez, et le bruit de votre lutte de Titans contre la coalition infame des partis de toutes couleurs dont se compose la bourgeoisie réveillait au loin les masses des travailleurs encore plongés dans une léthargie profonde.

Votre projet grandiose, votre tentative généreuse,

vos héroïques efforts, vous ont coûté malheureusement d'immenses sacrifices : le sang précieux de nos compagnons a été versé par torrents, et une réaction inhumaine et barbare, devenue furieuse par la peur et le danger, croyant pouvoir déraciner nos idées régénératrices par l'extermination de ceux qui les professaient parvint à faire régner un instant parmi vous le silence des tombeaux, en semant dans vos rangs la ruine, la désolation, la mort et le deuil. . . .

Mais les grandes causes sont comme ces arbres puissants dont les rejetons poussent avec vigueur et croissent avec de nouvelles forces sur le tronc principal même quand on l'a coupé. Le socialisme vaincu à Paris, prit aussitôt dans les autres pays un essor inconnu jusques-là, et, plein de vie aujourd'hui, il nous fait prévoir, à courte échéance, de nouveaux et sérieux triomphes.

Malgré les noires ombres qui viennent obscurcir le soleil levant de l'Egalité, malgré vos pertes cruelles et douloureuses, malgré les désastres qui ont suivi vos premiers combats, le souvenir de la Commune de Paris nous est cher cependant! C'est que les progrès qui ont suivi pour notre cause, nous les devons en grande partie à cette secousse violente, c'est qu'à la défaite derrière les barricades a succédé la victoire dans le domaine des consciences, c'est enfin que nos espérances nées d'alors, et plus ardentes aujourd'hui que jamais, portent la marque de cette date gravée dans nos cœurs : **LE 18 MARS!**

C'est à vous, Compagnons, qu'appartient la gloire d'avoir commencé ce grand et puissant mouvement; de l'avoir fait rayonner à travers vos frontières. En prenant de vos mains épuisées par le sang qui coulait de vos blessures le drapeau de la révolution sociale, nous avons fait nos efforts pour le tenir haut et ferme, et aujourd'hui que vos blessures commencent à se cicatriser et que de nouveaux nuages d'émancipation s'amoncellent dans l'atmosphère politique, nous venons vous dire :

Frères! L'incertitude, l'hésitation, la confusion, qui dans tous les pays d'Europe régnaient dans les rangs de nos ennemis, et les passions mesquines, égoïstes et étroites, qui les agitent et les divisent, font présager entre eux de graves conflagrations, et peuvent nous fournir l'occasion de faire une fois encore prévaloir, au milieu de leurs conflits, nos droits sacrés et de réaliser nos aspirations sublimes. En présence de semblables éventualités, le devoir nous commande de redoubler d'activité, de nous tenir sur nos gardes et de fourbir nos armes. Et si, éclairés par l'expérience, nous devons éviter de retomber dans les erreurs passées, nous devons avoir aussi cette vérité présente à l'esprit, que la prudence quand elle dégénère en pusillanimité n'est pas une condition de succès, que la sagesse n'exclut pas l'énergie et que, plus souvent qu'on ne pense, la sagesse c'est l'audace!

C'est dans cet esprit que nous venons nous associer à la joie qui vous anime et persuadés que vous ne tarderez pas à continuer l'œuvre, à peine interrompue en France, du 18 Mars, nous unissons nos voix aux vôtres pour crier : Vive la Commune ! Vive l'émancipation des travailleurs !

Salut, Anarchie et Collectivisme !

(Suit la signature du secrétaire-correspondant.)

Votre commission fédérale, Compagnons, s'est empressée d'envoyer à nos frères d'Espagne de vifs remerciements pour ce bon souvenir et de les assurer, que le prolétariat français, demain comme aujourd'hui, comme toujours, sera à la hauteur de sa tâche.

Salut et solidarité !

Pour la commission administrative de la fédération française,

Le secrétaire-correspondant :

L. Pindy, fondateur.

## LA GRÈVE.

A propos des grèves qui ont éclaté ces derniers temps en France, il serait peut-être utile d'étudier cette question de la grève par ses différents côtés. Mais, l'espace dont nous disposons, ne nous permettant pas d'entreprendre un travail d'aussi longue haleine, nous nous contenterons d'agiter aujourd'hui les deux points les plus importants qui touchent à ce sujet :

1° Quand les ouvriers parviennent à gagner une grève, leur situation économique peut-elle en être améliorée ?

2° Les ouvriers peuvent-ils gagner une grève ?

Théoriquement, économiquement parlant, les ouvriers peuvent triompher dans cette lutte quotidienne entre le travail et le capital. Théoriquement, économiquement parlant, la victoire du gréviste peut améliorer sa situation matérielle. Pratiquement, politiquement parlant, il est très rare que dans les grandes grèves l'ouvrier batte ses employeurs et par conséquent qu'il puisse par ce moyen améliorer sérieusement son sort.

Parmi les économistes et même parmi les socialistes, beaucoup prétendent que l'ouvrier ne saurait obtenir par la grève une réelle augmentation de salaire.

Les uns affirment que le taux du salaire étant invariablement fixé par le prix des objets de première nécessité, il ne saurait ni augmenter, ni diminuer, par la volonté d'un patron ou le caprice d'un ouvrier. Les autres font observer que le salaire étant l'un des éléments du prix du produit, si cet élément grandit, le prix total du produit se hausse ; qu'il résulte de là une augmentation successive dans les prix de tous les objets de consommation, et que par suite ce que le gréviste a obtenu d'une main il le restitue de l'autre.

« Aujourd'hui — dit Vidal — le minimum des subsistances est le taux normal des salaires. Les salaires gravitent vers ce minimum fatalement, comme le liquide vers son niveau. C'est la loi. »

On comprend que si c'était une loi que le taux du salaire fut aussi mathématiquement fixé, la prétention de faire varier ce taux par la grève serait une naïveté comparable à celle qui consisterait dans le monde physique à vouloir attraper la lune avec les dents. Mais cette loi comme d'ailleurs la plupart des lois économiques est *tendancielle* et non pas *absolue*, c'est ce que fit très bien ressortir dans un Congrès de l'Internationale, le rapporteur de la section bruxelloise. Laissons lui la parole :

« Lorsque le prix des subsistances augmente il y a ordinairement ralentissement dans l'activité d'une foule d'industries, parce que l'argent des consommateurs se porte alors avant tout sur les objets de première

nécessité, et s'il se peut qu'alors l'ouvrier, en demandant une augmentation de salaire, parce que ce salaire n'est plus en rapport avec le prix des subsistances, obtienne l'augmentation demandée, il se peut aussi que le ralentissement de l'industrie, le manque de commandes fasse précisément que les patrons puissent se passer d'une bonne partie de leurs ouvriers. Au contraire, lorsque le prix des subsistances diminue, l'industrie reprend, et alors certainement le désir de diminuer le salaire peut exister chez les patrons mais la demande de bras se faisant, l'ouvrier est plus à même que jamais de faire augmenter son salaire. »

Donc il est des cas dans lesquels l'intervention de l'ouvrier peut faire varier le salaire. Il nous faut maintenant montrer que l'élévation du taux du salaire n'entraîne pas toujours, et dans tous les cas, une augmentation correspondante dans les objets de consommation.

Même quand une industrie est monopolisée, comme la manufacture du tabac en France, et que par conséquent elle n'a aucune rivalité à redouter, il n'est pas vrai de dire que l'on peut hausser indéfiniment le prix du produit. Il faut se rappeler de cette loi économique formulée par Molinari : « Quand le prix d'un produit s'élève en progression arithmétique, la consommation de ce produit tend à diminuer dans une progression géométrique. » Parvenu donc au moment où le prix ne peut plus être élevé, si les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire, cette augmentation devra être défalquée des revenus des capitaux.

À plus forte raison, si l'industrie dont il s'agit n'est pas monopolisée, mais se trouve au contraire muselée par une concurrence sérieuse, les prix, sous peine de perdre toute clientèle, ne pourront pas être élevés par le fabricant, et ce sera sur ses profits particuliers qu'il devra prélever l'augmentation de salaire arrachée par ses ouvriers.

Ainsi, économiquement et théoriquement, la situation matérielle du travailleur peut être améliorée par une grève.

Abordons maintenant la seconde question, la grève peut-elle être victorieuse ?

Ceux qui prétendent que sur le terrain de la grève, tout triomphe des ouvriers est impossible, se réclament de l'opinion d'Adam Smith :

„Dans ces sortes de disputes, — dit Adam Smith, — les maîtres peuvent tenir bien plus longtemps que les ouvriers. Un propriétaire, un fermier, un maître manufacturier, un commerçant, peuvent généralement vivre une année ou deux des fonds qu'ils ont par devers eux, sans employer un seul ouvrier. La plupart des ouvriers ne pourraient pas subsister une semaine, fort peu l'espace d'un mois, sans travailler. A la longue, le maître ne peut pas plus se passer de l'ouvrier, mais le besoin qu'il en a n'est pas si urgent.“

Mais depuis l'époque à laquelle Adam Smith écrivait ces lignes, les conditions économiques se sont énormément modifiées.

Au combat individuel que menait l'ouvrier contre son patron, s'est substituée la lutte entre les associations ouvrières et les compagnies industrielles anonymes. Il en résulte que d'une part, l'ouvrier peut attendre plus longtemps parce que les ressources qu'il retire de l'association sont bien plus considérables que ses anciennes économies personnelles, et que la compagnie ne peut pas se passer de son travail comme l'ancien patron isolé, parce que pour peu que les dividendes des capitaux qu'on lui prête diminuent par le chômage, ces capitaux qui ne connaissent personne se retireront pour se porter vers d'autres entreprises.

Ainsi, il est vrai de dire, que si le jeu des lois économiques fonctionnait librement, il y aurait une foule de cas où les ouvriers pourraient avec un peu d'habileté gagner une grève et améliorer leur situation.

Mais ceux qui parlent ainsi oublient de faire entrer en ligne de compte un des éléments du problème, le côté politique de la question. C'est ce côté politique qui, on va le voir, modifie en grande partie le résultat.

Les ouvriers et les grandes compagnies qui les emploient ne sont pas directement en présence. Entre les deux parties intéressées, il y a l'Etat. Et l'Etat, le gouvernement, met dans le plateau bourgeois de la balance tout le poids de son épée.

Dès qu'une grève éclate dans une grande entreprise, sur les chemins de fer ou dans les mines, à Gœschenen, à Aubin, à la Ricamarie, vite! les grandes compagnies demandent des troupes sous le prétexte de protéger la liberté du travail. La véritable raison de ces demandes de bayonnettes, c'est que les compagnies perdraient trop si la grève pouvait se soutenir. Or, une fois troupiers et grévistes en présence, la fatigue de ceux-là, la misère de ceux-ci, et quelquefois un agent provocateur aidant, une lutte s'engage fatalement entre la pioche et le fusil, la pierre et le plomb. Il y a du sang répandu, des morts, des orphelins et des veuves; sous l'empire on fait mine de blâmer l'officier qui a fait tirer sur le peuple, on le décore sous la république de M. Thiers; et le lendemain le travail reprend. L'ordre et... la fortune de la compagnie sont sauvés!

Il ne faut pas oublier quand on étudie un sujet au point de vue des données économiques modernes, de tenir compte de la production économique qui emploie ces machines: le canon, les mitrailleuses, et les fusils, c'est-à-dire l'Etat actuel.

## Suisse.

(Corresp. spéciale de l'Avant-Garde.)

La plupart de vos lecteurs connaissent au moins *grosso-modo* l'histoire des événements qui se sont déroulés à Berne, l'année dernière, à propos du 18 Mars?

Les sections de la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des travailleurs, avaient décidé d'envoyer leurs délégués se réunir dans une ville de la Suisse pour y fêter en commun l'anniversaire du mouvement parisien; Berne, la ville fédérale avait été choisie. De plus, comme l'année précédente (1876) un drapeau rouge porté par les socialistes de l'*Arbeiterbund* avait été déchiré dans cette ville par des mouchards en costume bourgeois, appuyés par quelques réactionnaires furibonds, les internationaux résolurent de se rendre au local où devait se tenir le meeting qu'ils avaient convoqué, en se formant en cortège, musique et drapeau rouge en tête.

Ils n'avaient certainement pas le projet, ces quelques hommes armés seulement de casse-têtes et de cannes plombées, de faire une révolution? mais, ils voulaient montrer par un acte accompli au grand soleil, sur la place publique, *par un fait* comme ils disent, que les libertés constitutionnelles sont pour le peuple ouvrier des lettres mortes et noires sur du papier, qu'elles sont le cas échéant violées par ces mêmes gouvernements qui ont la mission de les défendre, et qu'enfin, l'organisation et la tactique choisies par les internationaux sont bien l'organisation et la tactique les plus propres pour développer une force révolutionnaire puissante.

Cette poignée d'hommes se mit en marche, et malgré l'art. 76 de la constitution bernoise, leur drapeau fut attaqué comme ils s'y attendaient et justement par la force publique. Le combat s'engagea, mais quoique les gendarmes eussent mis le sabre au poing, cette poignée d'hommes suffit pour sauver un drapeau, disputer les débris d'un autre, et mettre la police en déroute.

Les internationaux avaient atteint leur double but: démonstration *par le fait* de l'absence pour la classe ouvrière de libertés sérieuses même dans une république et preuve de la force, sinon encore numérique, du moins très réelle de leur organisation.

A la veille du procès que l'on intenta à trente d'entre eux, ensuite de ces faits, ils ne craignirent pas de promener encore leur drapeau rouge dans le même canton, à St-Imier, et cette fois, nul n'osa l'attaquer.

Les choses en étaient là lorsque le 18 Mars 1878 a ramené de nouveau l'anniversaire du mouvement communaliste de Paris.

Cette année les internationaux ont jugé à Berne, semblable promenade inutile. Peu partisans d'une part des processions et des images quand ces manifestations publiques de l'idée ne contiennent pas quelque chose d'utile, ils savaient d'autre part que le gouvernement bernois (républicain-radical, s'il vous plaît!) mettait des troupes sur pied. Ils se sont fait alors ce raisonnement bien simple: « Ou bien nous sommes assez nombreux pour battre les forces que le gouvernement mettra en ligne. Si nous ne le sommes pas, il serait tout simplement stupide de provoquer un combat inutile même comme propagande et qui pour de longues années détruirait nos forces lentement organisées; si nous sommes assez forts, ce n'est pas seulement le drapeau rouge que nous devons apporter à Berne, c'est la « Commune » et toutes ses conséquences que nous devons y installer, et dans ce dernier cas, nous serions des idiots d'indiquer au gouvernement, ainsi à l'avance, notre lieu, notre jour, et notre heure. »

En conséquence de ce raisonnement, les internationaux jurassiens ont décidé cette année de fêter le 18 Mars dans le sein de leurs sections respectives, et ils l'ont nettement annoncé dans le *Bulletin*, organe officiel de leur Fédération.

Cependant l'esprit ne perd jamais ses droits. Quelques-uns trouvèrent drôle de faire courir le bruit que les anarchistes arriveraient avec 2000 hommes armés et un drapeau rouge! Aussitôt le gouvernement prend peur et réunit des forces dont le déploiement a été du plus haut comique. Il paraît qu'à cette nouvelle, quelque mauvais plaisant, craignant que le gouvernement bernois ne manquât d'artillerie, a adressé au Préfet de Police, M. de Wattenwyl, un canon en bois de quarante centimes, servi par un petit ours en carton, et chargé d'une chanson, composée contre lui, sur l'air du Sire de Fichetton-camp!

„On en rira sous le chaume,  
Sous le chaume, bien longtemps!“

Voilà donc, en vertu de l'art. 40 de la constitution, la paisible ville des Ours, en Etat de siège comme un simple Paris. Deux bataillons, les bataillons 28 et 30, manœuvrent sur les places; la batterie N° 12 se tient prête à se perdre, et le commandant Von Werdt est élevé à la haute dignité de capitaine de place.

Depuis le matin une foule énorme encombre la gare par où naturellement les 2000 Communards doivent arriver. Les portes sont bouclées et de pâles policiers circulent en se disant comme dans « Barbe-bleue »: « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? »

Enfin, un train du Jura arrive, on se précipite vers les voyageurs effrayés des regards féroces qui les dévisagent. L'un d'eux, hélas! porte un paquet! il se sauve! le bruit court qu'il porte plié le drapeau rouge. On le poursuit, on l'atteint, on l'arrête, et la police ouvre le paquet; il contient quelques échantillons de soie rose et... une vieille culotte!

Cependant la journée s'est passée sans encombres. Le gouvernement y est pour les milliers de francs que la mise sur pied des troupes nous coûtera, les pauvres soldats pour leur peine, les canons pour leur rouille, les bourgeois pour leur peur, et les socialistes pour leurs rates que de trop longs éclats de rire ont décidément endommagés.

Ce n'est pas tout!

Zurich, Zurich aussi, a eu sa campagne anti-communarde. Le 17 Mars on lisait sur la feuille d'avis de cette ville: « Conférence sur l'évangélisation des Communards, par M. le pasteur Rey » (Rey de quoi? ma foi, je ne me souviens plus? Enfin, peu importe! ré de tout ce qu'on voudra!) Quelques communards, s'attendant à avoir des injures allèrent pour se faire évangéliser, avec la ferme intention de demander la parole pour répondre, et, s'ils ne pouvaient l'obtenir, d'inviter

M. Ré (Diable de ré, va!) à venir discuter avec eux le 18 Mars au soir. Mais ils se trouvèrent en face d'un vieil homme qui leur raconte ses émotions de voyage et de famille, et, dans un langage où on trouve par exemple « sa conscience labourée par la charrue du remords!!! » Deux seules déclarations sont à retenir de sa conférence (le bonhomme semblant avoir encore d'assez bons yeux et d'assez grandes oreilles), c'est que la torture existe parfaitement en Nouvelle-Calédonie et que les communards ont bien voulu voir en lui un commissionnaire pour porter leurs lettres, mais jamais un pasteur.

Puisque nous sommes à Zurich par la pensée, je termine cette trop longue correspondance en vous annonçant que dans cette ville le « Cercle d'Études » qui existait prend de l'extension et qu'un « Club » de langue allemande qui contient surtout des anarchistes vient de se constituer.

**France. Paris.** — Les réunions organisatrices pour le Congrès internationale se poursuivent et l'esprit qui y règne est toujours meilleur; dans l'une de ces réunions par exemple, le principe de la propriété collective a été voté d'enthousiasme, sans discussion; dans la même réunion l'assemblée s'est prononcée pour donner au Congrès projeté, le nom de Congrès socialiste-révolutionnaire.

L'assemblée convoquée pour la question de l'amnistie a été aussi très-intéressante. Nous y avons entendu de bons et énergiques discours. Le citoyen Gauthier, par exemple, y a déclaré nettement que c'était au peuple de Paris à amnistier les Versaillais; un membre d'un syndicat a affirmé que le mouvement du 18 Mars était un mouvement socialiste et qu'il en avait fait partie. Sur la question de savoir quel serait le meilleur moyen de faire de la propagande en faveur de l'amnistie, le citoyen Calvinhac a proposé de faire dans les rues de Paris une manifestation et d'aller porter une couronne, le 18 Mars, sur la tombe de Raspail, le défenseur de l'amnistie. Quelques orateurs ont parié cependant contre la manifestation en proposant d'attendre que la République française jouisse d'un sénat plus libéral; on a même lu une lettre de Rochefort se prononçant, pour raison d'*opportunité*, contre tout meeting et toute manifestation cette année-ci, à cette date. Malgré cette opposition, la manifestation a été votée à la presque unanimité des 2000 personnes présentes. Ajoutons que les députés de la gauche invités à cette réunion ont évité de s'y rendre; les attaques ne leur ont pas manqué et ils ont emporté une belle veste de ridicule. (La manifestation dont il s'agit dans cette lettre a eu lieu le 18 Mars. Une colonne d'ouvriers et d'étudiants s'est rendue de la place de la Bastille sur le tombeau de Raspail, et là, à deux pas des tombes désertes de Clément Thomas et du général Leconte, quelques mots révolutionnaires ont été prononcés. — *Note de la rédaction.*)

Comme vous devez le savoir le nouveau journal de Pyat „la Commune affranchie“ a été saisie deux fois. La rédaction, ou du moins la partie de cette rédaction, qui se trouve en France, est traduite en cour d'assises.

**Savoie.** — L'anniversaire du 18 Mars, ainsi que je vous l'avais annoncé, a été fêté en Savoie. Des paysans sont venus à une fête de plus de cinquante. Ils portaient deux drapeaux rouges dont un a été planté par eux sur un vieux château afin qu'on puisse — disaient-ils — le voir de loin, et dont l'autre a été promené dans un village suisse de la frontière. A St-Julien tout le monde bourgeois parle avec terreur de deux drapeaux rouges qui ont été plantés par des mains inconnues que nous connaissons très bien, car nous les avons souvent pressées dans les nôtres.

## VARIÉTÉS.

### Le Gouvernementalisme et l'Anarchie.

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine.)

(Suite.)

Maintenant la France a cédé la place, et cette place est prise par le gouvernement Allemand qui est à nos yeux actuellement l'unique et véritable gouvernement dans toute l'Europe.

Sans conteste, le peuple français jouera encore un rôle sublime dans l'histoire, mais son rôle gouvernemental est fini. Qui connaît un peu la France dira comme nous que s'il était possible qu'elle restât longtemps une puissance de premier ordre elle ne consen-

traint jamais à rester un gouvernement secondaire ou même égal en forces aux autres gouvernements. En tant que gouvernement, et tant qu'elle sera conduite par les hommes d'Etat — serait-ce par Thiers, Gambetta, ou même les princes d'Orléans — la France ne prendra jamais son parti de son abaissement; elle se préparera pour une nouvelle guerre et cherchera à se venger et à rétablir sa prépondérance perdue.

Peut-elle l'atteindre! absolument non. Et pour bien des raisons! citons les deux principales. Les derniers événements ont démontré, que le patriotisme, cette vertu *gouvernementale* suprême, cette âme de la force gouvernementale, n'existe plus en France. Dans les classes supérieures elle se manifeste encore sous la forme de la vanité nationale; mais cette vanité est déjà si faible, si rongée dans sa racine, par cette nécessité et cette coutume bourgeoises de sacrifier aux *intérêts réels* tous les *intérêts idéaux* que même dans la dernière guerre cette vanité n'a pu comme autrefois transformer les boutiquiers, les hommes de loi, les spéculateurs de la bourse, les officiers, les généraux, les bureaucrates, les capitalistes, les propriétaires, les gentilshommes élèves par les Jésuites, — ne fut-ce que quelque temps, — en patriotes et en héros d'abnégation. Tous ont manqué de cœur, tous ont trahi, tous se sont rués au salut de leur richesse, tous ont profité du malheur de la France pour intriguer contre cette même France. Ils se sont tous efforcés, avec une remarquable effronterie, de se devancer l'un l'autre dans la grâce du vainqueur arrogant et implacable devenu l'arbitre du destin de la France. Unanimement ils ont prêché la soumission et l'humilité, et ils ont imploré la paix . . . . Maintenant! tous ces blagueurs dépravés sont redevenus patriotes et ils s'en flattent! mais les cris aussi révoltants que ridicules de ces héros à bon marché ne sauraient effacer les témoignages trop évidents des bassesses commises hier.

Mais ce qui est plus important, c'est que les habitants des campagnes de la France n'ont témoigné non plus d'aucun grain de patriotisme. Oui, contrairement à toute attente, le paysan français depuis qu'il est devenu propriétaire a cessé d'être patriote. Aux temps de Jeanne d'Arc, lui seul a soutenu la France sur ses épaules. En 1792, et plus tard, il l'a protégée contre la coalition Européenne. Mais alors c'était bien autre chose: grâce à la vente à prix bas des terres de la Noblesse et de celles de l'Eglise, il *devenait* propriétaire de ce sol qu'il cultivait autrefois comme serf, et il avait tous les motifs de craindre qu'en cas de défaite, la noblesse émigrée qui venait derrière l'armée allemande ne lui enlevât la propriété qu'il venait d'acquérir. Tout récemment il n'avait pas cette crainte et il a assisté tout indifférent à la défaite de sa chère patrie. Excepté dans l'Alsace et la Lorraine où (chose étrange et qui est presque une dérision contre les Allemands qui s'obstinent à voir dans ces provinces des provinces allemandes) on manifesta un incontestable sentiment de patriotisme, dans toute la France du Centre, les paysans chassaient les volontaires français et étrangers qui s'armaient pour la défense de la France, en leur refusant tout, en les livrant souvent aux Prussiens, et en accueillant les Allemands d'une manière tout hospitalière.

On peut dire en toute justice que seul le prolétariat des villes avait conservé quelque patriotisme.

A Paris ainsi que dans les autres villes de France, le prolétariat seul voulait et exigeait l'armement général et la guerre à outrance. Et chose étrange! par cela, il déchaina contre lui toute la haine des classes possédantes; comme si ces classes se sentaient blessées de voir que les *frères cadets* (expression de M. Gambetta) montraient plus de valeur et de patriotique dévouement que les *frères aînés*.  
(A suivre.)